

## **Commune de Saint Paul Cap de Joux**

### **COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**

#### **SEANCE DU 3 NOVEMBRE 2016**

**L'an deux mille seize, le trois novembre, à vingt heures trente**, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **26 octobre 2016**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Bernard BARDOU, Michel BELAVAL, Noël FERRAN, Danielle LANDEZ, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Carole PUYELO, Sophie SENCE, Annie VALERO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Éric VERNHÈRES, Philippe VIALA, Thierry VIALARD.

Absents excusés : Corinne BOUTIÉ, Marie-Françoise DURIS.

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

#### **ORDRE DU JOUR**

1. Réaménagement du prêt avec le Crédit Agricole
2. Renouvellement d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi
3. Adhésion au contrat groupe 2014-2020 du Centre de gestion du Tarn concernant l'assurance des risques statutaires du personnel
4. Convention avec le SIAEP Vielmur-St Paul pour les travaux de l'Avenue du Relai/Route de Puylaurens
5. Contrat de maintenance pour la porte automatique du sas d'entrée
6. Renouvellement du photocopieur de la mairie
7. Décisions modificatives
8. Convention de mise à disposition de locaux avec la Communauté de communes du Lautrécois-Pays d'Agout (CCLPA) pour l'exercice de la compétence « Accueil de loisirs sans hébergement »
9. Mise en conformité des statuts de la CCLPA avec la loi NOTRe et transfert de la compétence facultative « Création et gestion de crématoriums »
10. Avenant n°1 à la convention du service commun mutualisé « Autorisations du droit des sols » avec la CCLPA
11. Questions diverses

*M. le Maire propose l'approbation du compte-rendu de la séance du 29 septembre 2016.*

*Le compte-rendu de la séance du 29 septembre 2016 est adopté à l'unanimité des membres présents.*

*M. le Maire propose d'ajouter à l'ordre du jour la cession du camion IVECO, proposition acceptée à l'unanimité par les membres présents.*

#### **1) Réaménagement de prêt auprès du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées (2016/46)**

Dans le cadre de la gestion de la dette de la Commune, M. le Maire a sollicité le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour le réaménagement du prêt n°18725746049.

M. le Maire présente la nouvelle proposition du Crédit Agricole :

N° de prêt	18725746049
Capital restant dû	870 278.45 €
Durée restante	244 mois
Taux fixe actuel	3.15 %
Taux fixe proposé	1.60 %
Nouvelle échéance mensuelle	4 168.48 € ( <i>au lieu de 4 820.50 €</i> )
Frais de dossier	868 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte la proposition du Crédit Agricole pour la révision du taux d'emprunt comme présentée ci-dessus ;
- Dit que le nouveau taux sera appliqué par avenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;
- Autorise M. le Maire à signer tous les documents et pièces relatifs à ce dossier.

## **2) Services techniques – Renouvellement d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (2016/47)**

M. le Maire informe que le contrat d'accompagnement dans l'emploi établi le 17/05/2016 pour une durée de six mois arrive bientôt à échéance.

M. le Maire expose qu'il est possible de renouveler ce contrat pour une durée de 12 mois, à compter du 17/11/2016.

En conséquence, M. le Maire propose de valider cette proposition et ajoute que des actions de formation devront être envisagées sur la durée du contrat.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de renouveler la convention n°08114P0116700 du CAE sur une base de 20 heures par semaine à compter du 17 novembre 2016, pour une durée de 12 mois ;
- Autorise Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec Pôle Emploi et les services de l'Etat pour ce recrutement ;
- Précise que la collectivité bénéficiera d'aides dans les conditions arrêtées dans la convention conclue avec l'Etat, ainsi que de l'exonération des cotisations dues au titre des assurances sociales familiales, dans la limite du SMIC.

## **3) Adhésion au contrat groupe ouvert à adhésion facultative, garantissant les risques financiers liés à la protection sociale statutaire des personnels territoriaux pour la période 2017-2020 - autorisation de signer le contrat, choix des garanties, délégation de gestion au Centre de Gestion (2016/48)**

Le Maire expose que la Commune souhaite souscrire un contrat d'assurance garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant ses obligations à l'égard de son personnel en cas de maladie, de décès, d'invalidité, d'incapacité, et d'accidents ou de maladies imputables ou non au service. Il rappelle à ce propos :

- que la Commune a, par la délibération du 10/12/2015, demandé au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Tarn de négocier un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 86-552 du 14 mars 1986,
- que le Centre de Gestion a communiqué à la Commune les résultats de cette négociation et la décision du Conseil d'administration du Centre de Gestion en date du 29 juin 2016 de retenir l'offre du groupement AXA France Vie – GRAS SAVOYE GRAND SUD OUEST, cette offre ayant été jugée économiquement la plus avantageuse après avis de la Commission d'appel d'offres du CDG,

Il propose en conséquence à l'assemblée d'adhérer au contrat groupe proposé et d'autoriser une délégation de gestion au Centre de Gestion du Tarn lequel peut assurer un certain nombre de missions de gestion dans le cadre du contrat d'assurance susvisé, en vertu de l'article 25 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, ces missions étant définies dans la proposition de convention établie par le Centre de gestion.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- VU la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment ses articles 25 et 26;
- VU le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,
- VU les articles L 140-1 et suivants du Code des assurances,
- VU la réglementation sur les Marchés publics,
- VU la délibération en date du 10/12/2015 relative à la participation de la commune à la consultation organisée par le Centre de gestion pour la passation du contrat couvrant les risques financiers encourus par les collectivités en vertu de leurs obligations à l'égard de leur personnel, pour la période 2017-2020, et mandatant le Centre de Gestion pour mener la procédure de marché pour son compte,
- VU la négociation engagée par le Centre de Gestion pour la conclusion d'un contrat groupe pour le compte des collectivités intéressées et les résultats obtenus dans le cadre du marché négocié engagé,
- VU les délibérations du Conseil d'administration du Centre de Gestion du Tarn n°29/2016 et 30/2016 du 29.06.2016 procédant à l'attribution du marché et autorisant la conclusion de conventions de délégation de gestion,
- VU le projet de convention de délégation de gestion proposé par le Centre de Gestion,
- CONSIDERANT que le Centre de Gestion de la FPT du Tarn a retenu le groupement AXA France Vie-GRAS SAVOYE GRAND SUD OUEST dont l'offre est économiquement la plus avantageuse,
- CONSIDERANT l'offre tarifaire et les garanties proposées par le dit groupement,

DECIDE :

- D'ADHERER à compter du 01.01.2017 au contrat groupe proposé par le Centre de gestion pour la couverture des risques financiers qu'encourt la commune en vertu de ses obligations à l'égard de son personnel en cas de maladie, de décès, d'invalidité, d'incapacité, et d'accidents ou de maladies imputables ou non au service,
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat d'assurance à intervenir avec le groupement AXA France Vie (compagnie d'assurance) – GRAS SAVOYE GRAND SUD OUEST (intermédiaire d'assurance) déclarés attributaires du marché négocié conclu par le Centre de Gestion FPT du Tarn, ainsi que toutes pièces annexes,
- CHOISIT pour la commune les garanties et options d'assurances suivantes :
  - **POUR LES AGENTS TITULAIRES ET STAGIAIRES AFFILIES A LA CNRACL**  
TOUS RISQUES : DECES + ACCIDENT DE SERVICE et MALADIE IMPUTABLE AU SERVICE + MALADIE ORDINAIRE+ LONGUE MALADIE + MALADIE DE LONGUE DUREE + MATERNITE + PATERNITE  
**GARANTIES OPTION 4**  
**avec franchise de 30 jours par arrêt en maladie ordinaire      taux 4.80 %**

- DELEGUE au Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Tarn la tâche de gérer le marché public d'assurance précité à compter du 01/01/2017 et ce, jusqu'au terme de celui-ci à savoir, jusqu'au 31/12/2020.

Cette délégation de gestion fera l'objet d'une indemnisation égale à 3.5% du montant des cotisations versées par la collectivité à l'assureur, ces cotisations étant directement prélevées par le Centre de Gestion auprès de la collectivité adhérente.

Les missions confiées au Centre de gestion, détaillé dans le projet de convention proposé par le Centre de Gestion, sont entre autres les suivantes :

\*D'une manière générale :

- La mise en œuvre d'études statistiques (évolution et comparaison),
- L'aide à la programmation et suivi des contrôles médicaux (contre visite, expertise médico-administrative),
- La mise en place d'actions de prévention de l'absentéisme et des accidents du travail,
- -La mise en œuvre d'appuis en matière de maintien dans l'emploi et de reclassement professionnel,
- L'aide à la mise en œuvre du recours contre les tiers responsables,
- Une assistance juridique spécialisée dans le statut de la Fonction Publique Territoriale,
- L'aide à la réinsertion professionnelle à destination des agents en arrêt prolongé pour cause psychologique et consistant en des séances de prise en charge psychologique (dispensées par des psychologues) visant à les réinsérer,
- -La mise en œuvre de prestations en matière de médecine professionnelle....etc.

\*En terme d'assistance à l'adhésion au contrat :

- Engagement d'une procédure de marché public pour la conclusion d'un contrat groupe ouvert à adhésion facultative, mise en œuvre de publicités de niveau européen, mise en concurrence d'assureurs,
- Fourniture de modèles et assistance dans les formalités d'adhésion au contrat...etc.

\*En terme d'assistance dans la gestion du contrat :

- Assistance dans les déclarations annuelles à produire pour l'exécution du contrat
- Aide dans le suivi d'exécution du contrat
- Aide dans la gestion des risques statutaires et notamment de maladie et accident de travail :
  - renseignement statutaire
  - envoi de modèles
  - orientation dans les démarches de saisine du Comité médical, de la Commission de Réforme, des instances de la Sécurité sociale,
  - établissement de modèles d'arrêtés de placement en maladie,
  - calcul des droits à traitement pendant la maladie
  - relais dans la mise en œuvre du contrôle médical...etc.
- Mise en œuvre d'actions de prévention des risques professionnels, en matière d'hygiène et de sécurité et d'actions en matière de handicap-reclassement professionnel
- Circulaires et notes, actions d'information :
  - actions de formation diverses,
  - réunions d'information...etc.

La gestion du marché public d'assurance s'effectuera dans les conditions prévues par la convention de gestion établie entre le Centre de gestion du Tarn et la commune.

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de gestion, ayant pour objet l'accomplissement des missions sus-énumérées, établie entre le Centre de gestion du Tarn et la commune.

**4) DM n°3 – Approbation de la convention pour le financement des travaux de déplacement du réseau d'eau aux abords du carrefour VC2/RD84 (2016/49) – Annexe 1**

M. le Maire rappelle le projet de création d'un giratoire pour sécuriser le carrefour de la VC2 avec la RD84 et pour lequel la conduite d'alimentation en eau potable doit être déplacée.

Le règlement du SIAEP Vielmur-St Paul prévoit, dans ce cas, la signature d'une convention pour déterminer les conditions techniques et financières de programmation et de réalisation des travaux.

Le montant des travaux s'élève à 11 500 € HT, à la charge exclusive de la Commune.

M. le Maire donne lecture de la convention et propose de la valider.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- approuve la convention entre la commune de Saint Paul Cap de Joux et le SIAEP Vielmur-St Paul ci-annexée ;
- Approuve les virements de crédits suivants :

Article - Opération	Libellé	Montant
ID – 204164	Déplacement réseau AEP	+ 13 000 €
ID – 020	Dépenses imprévues	- 13 000 €

- Donne pouvoir à M. le Maire pour signer tous documents relatifs à l'exécution de cette décision.

**5) Maintenance de la porte automatique du hall d'entrée de la mairie (2016/50)**

M. le Maire informe qu'il est nécessaire de recourir à un contrat d'entretien pour la porte automatique du hall d'entrée de la mairie. Il présente les différentes propositions de la société Dorma France :

- « ARGENT » maintenance préventive 380.00 € TTC
- « OR » maintenance préventive + dépannage (main-d'œuvre + déplacements) 668.00 € TTC
- « PLATINE » maintenance complète (main-d'œuvre, déplacements, pièces) 1 013.60 € TTC

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Opte pour le contrat d'entretien DORMA Service + « ARGENT » au prix de 380.00 € TTC ;
- Donne pouvoir à M. le Maire pour signer tous documents relatifs à l'exécution de cette décision.

**6) Renouvellement du photocopieur de la mairie (2016/51)**

M. le Maire informe que le contrat de location du photocopieur de la mairie arrive à échéance fin novembre et qu'il est nécessaire de prévoir son remplacement.

Il présente les différentes offres issues de la consultation en location et à l'achat ; il rappelle que le prestataire actuel, EQUASYS, donne entière satisfaction.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Opte pour la proposition de la société EQUASYS :
  - Location sur 5 ans, soit 20 trimestres au prix de 347 € HT par trimestre
  - Coût copie : 0.0038 € HT la copie en noir  
0.038 € HT la copie en couleur
- Donne pouvoir à M. le Maire pour signer tous documents relatifs à l'exécution de cette décision.

**7) Cession du véhicule de marque IVECO immatriculé 2891 SP 81 (2016/52)**

M. le Maire expose au Conseil Municipal que les services techniques n'utilisent plus le véhicule de marque IVECO immatriculé 2891 SP 81, celui-ci nécessitant plusieurs réparations et ayant été remplacé depuis par un polybenne Renault.

M. le Maire rappelle que, par délibération n° 2015/18 du 16 avril 2015, le Conseil municipal avait fixé le prix de vente de ce véhicule à 3 000 € ; il précise que tous les acquéreurs potentiels ont trouvé ce prix trop important considérant les réparations à effectuer sur ce véhicule.

M. le Maire présente la proposition de rachat de M. Jean-Denis Thomières pour un montant de 1 500 € TTC.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide la cession du véhicule de marque IVECO immatriculé 2891 SP 81 ;
- Accepte l'offre de rachat de M. Jean-Denis Thomières domicilié 22 avenue de Castres à Saint Paul Cap de Joux pour un montant de 1 500€ TTC ;
- Autorise M. le Maire à procéder à la cession de ce véhicule et à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

**8) Convention de mise à disposition à titre gratuit d'un bâtiment situé sur la Commune de Saint Paul Cap de Joux pour l'exercice de la compétence « accueil de loisirs sans hébergement » (2016/53) – Annexe 2**

M. le Maire expose :

La CCLPA a, par délibération de son Conseil de Communauté en date du 18 décembre 2014, modifié ses statuts et pris la compétence « Accueil de Loisirs Sans Hébergement ».

La Commune a, par délibération en date du 29 janvier 2015, approuvé cette modification des statuts et opéré ainsi un transfert de ses compétences « Accueil de Loisirs Sans Hébergement » (ALSH) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Par conséquent, conformément à la loi du 13 août 2004 et à la circulaire d'application du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité, les biens et équipements concernant l'exercice de ladite compétence doivent obligatoirement être transférés à la CCPLA.

M. le Maire donne lecture du procès-verbal de mise à disposition à titre gratuit du bâtiment dédié à l'exercice de cette compétence « accueil de loisirs sans hébergement » sur la Commune de Saint Paul Cap de Joux à savoir une partie du groupe scolaire Odette et Gaston Vedel situé 11 rue Victor Hugo – 81220 Saint Paul Cap de Joux. Il présente les pièces annexées : le plan sommaire, l'état des lieux des locaux et la répartition des charges y afférentes.

M. le Maire propose à l'Assemblée d'approuver ce procès-verbal de mise à disposition à titre gratuit du bâtiment dédié à l'accueil de loisirs sans hébergement sur la Commune de Saint Paul Cap de Joux, comme joint en annexe.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- approuve le procès-verbal de mise à disposition à titre gratuit du bâtiment dédié à l'accueil de loisirs sans hébergement sur la Commune de Saint Paul Cap de Joux, à savoir une partie du groupe scolaire Odette et Gaston Vedel situé 11 rue Victor Hugo – 81220 Saint Paul Cap de Joux, comme joint en annexe.
- autorise M. le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

**9) Avenant n°1 à la convention du service commun mutualisé « Autorisations du droit des sols » (2016/54) – Annexe 3**

M. le Maire rappelle que le Conseil municipal a, par délibération n°2015/16 du 16 avril 2015, approuvé la convention relative au service mutualisé d'instruction des autorisations d'urbanisme.

M. le Maire informe les membres de l'Assemblée qu'après un an de fonctionnement du service ADS, les membres de la Commission « Aménagement du territoire et urbanisme » de la CCLPA ont proposé d'apporter des modifications à la convention conclue entre la CCLPA et les Communes. Le constat est fait que le service fonctionne bien mais que le nombre de dossiers étant trop important et en augmentation, l'agent instructeur, malgré sa volonté de bien faire et son implication professionnelle ne peut garantir le respect des délais. Pour cela, il est convenu que les communes réalisent notamment les consultations prévues au Code de l'Urbanisme.

De même, les membres de la Commission « Aménagement du territoire et urbanisme » ont proposé que ce service soit pour partie facturé aux communes puisqu'il ne s'agit pas d'une compétence transférée. Les membres du Bureau Elargi réunis le 20 septembre dernier ont proposé une répartition du coût du service égale entre la CCLPA et les Communes. Les communes paieront donc la moitié du coût du service et la CCLPA financera l'autre moitié.

M. le Maire présente l'avenant n°1 à la convention du service commun mutualisé « Autorisations du droit des sols » approuvé lors du Conseil de communauté du 29 septembre 2016 et demande à l'assemblée de se prononcer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- approuve l'avenant n°1 à la convention du service commun mutualisé « Autorisations du droit des sols » comme joint en annexe ;
- décide que cet avenant entrera en application à compter du 1er janvier 2017 ;
- donne tout pouvoir à M. le Maire pour la mise en œuvre de la présente délibération.

#### **10) Mise en conformité des Statuts de la CCLPA à la loi NOTRe et transfert de la compétence facultative « Création et gestion de crématoriums » (2016/55) – Annexe 4**

Le Maire ayant exposé,

- Vu les articles L. 5211-5-1 et L. 5211-17 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux statuts des établissements publics de coopération intercommunale,
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 avril 2015 portant modification des Statuts de la CCLPA,
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2015 portant extension des compétences de la CCLPA en matière de construction et gestion de structures multi-accueil péri-scolaire d'intérêt communautaire,
- Vu la délibération n°2016/65 du Conseil de Communauté de la CCLPA en date du 29 septembre 2016 portant mise en conformité des Statuts de la CCLPA à la loi NOTRe et transfert de la compétence facultative « Création et gestion de crématoriums »,

Par courrier du 10 mai 2016, Monsieur le Préfet du Tarn a demandé à la CCLPA de mettre ses statuts en conformité à la loi NOTRe, compte-tenu des transferts de compétences intervenant à partir du 1er janvier 2017. A défaut d'adoption des nouveaux statuts avant le 1er janvier 2017, le Préfet transférera d'office les compétences par bloc sans intérêt communautaire.

En application des dispositions du Code général des collectivités territoriales susvisées, les statuts sont arrêtés par le Préfet après accord des conseils municipaux des communes membres, exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée.

Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur les statuts proposés, à compter de la notification au Maire de la commune de la délibération du conseil de la Communauté de Communes. A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable.

Monsieur le Maire précise aussi aux membres de l'Assemblée que, suite à la présentation par les élus de la CC Sor et Agout du projet de société publique locale (SPL) pour la création et la gestion d'un crématorium, les membres du Conseil de Communauté ont approuvé à l'unanimité le transfert de la compétence facultative « Création et gestion de crématoriums ».

Monsieur le Maire propose donc aux membres de l'Assemblée d'approuver les Statuts de la CCLPA comme joints en annexe et d'autoriser Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- approuve le transfert de la compétence facultative « création et gestion de crématoriums »,
- approuve le projet de nouveaux Statuts de la CCLPA comme joints en annexe intégrant notamment les modifications imposées par la loi NOTRe ainsi que la nouvelle compétence facultative intitulée « création et gestion de crématoriums »,
- autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

## **11) Questions diverses**

### **Notifications subventions du Département**

M. le Maire fait part du courrier de notification des subventions du Département :

- Travaux accessibilité hall d'entrée : 2 820.69 €
- Remplacement de la chaudière au groupe scolaire : 8 798.06 €

### **Assemblée générale de l'ADMR**

M. le Maire rend compte de l'assemblée générale de l'ADMR :

Cette année l'association de St Paul bénéficie de la péréquation départementale et présente un excédent de 28 348 €. 41 salariés interviennent auprès des personnes aidés pour 27 869 heures de travail.

L'association est toujours en recherche de bénévoles.

### **Projet Interc'eau**

Une cérémonie de lancement des travaux de l'opération « Interc'eau Sud-Ouest tarnais » s'est déroulée le 24 octobre 2016 à Puylaurens.

M. le Maire rappelle que ce projet permettra qu'une partie du territoire du SIAEP Vielmur-St Paul soit desservie par l'IEMN. Ce projet, mutualisé avec la Régie Municipale des Eaux de Graulhet et les SIAEP du Pas du Sant et de Vielmur-St Paul, représente un investissement total de 13.5 millions d'euros.

Pour le SIAEP Vielmur-St Paul, la participation financière sera de 459 000 €.

M. le Maire rappelle également que la compétence eau et assainissement sera automatiquement transférée aux Communautés de communes au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ; l'IEMN est aussi concernée par cette réforme. A voir les différentes solutions qui peuvent être envisagées : fusions de syndicats ? régie autonome ?

### **Vernissage exposition AFIAC à l'école**

Ce jeudi 3 novembre, à 18 heures, s'est déroulé le vernissage de l'exposition FICELLE DE CHEVAL, proposée par Marie Sirgue, artiste accueillie en résidence de création à l'école primaire Odette et Gaston Vedel, en présence de nombreux participants (environ 100 personnes). Avec les œuvres de l'artiste créées en résidence avec les enfants et les pièces prêtées par Les Abattoirs-FRAC Midi-Pyrénées dans le cadre du dispositif Un établissement, une œuvre.

### **Déchets « En Maurel »**

Des déchets de type encombrants sont régulièrement déposés près de ce point de regroupement, une plainte a été déposée auprès de la gendarmerie.



M. le Maire rappelle que l'accès à la déchèterie est payant pour les collectivités alors qu'il est entièrement gratuit pour les particuliers.

#### **Extension RAGT à Damiatte**

M. le Maire informe que M. le Préfet a, par arrêté du 7 octobre 2016, autorisé la société RAGT PLATEAU CENTRAL à exploiter une installation de stockage de céréales en silo à Damiatte au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **SDET - IRVE**

M. le Maire présente le projet d'implantation d'une borne de recharge pour véhicules électriques. Après visite sur le terrain, l'emplacement le mieux approprié se situe à côté des gradins.

#### **Ouverture cabinet dentaire**

M. le Maire informe que l'ouverture du cabinet dentaire est imminente.

#### **Cabinet médical**

Un 2<sup>ème</sup> médecin souhaite s'installer avec le Dr Maisonneuve. Pour permettre son installation il est nécessaire de réaliser une extension du bâtiment actuel de 40 m<sup>2</sup> environ.

Les deux médecins seraient favorables à la signature d'un crédit-bail, l'exonération initiale de 15 000 € environ de loyer serait prise en compte et déduite.

Une simulation de prêt a été demandée au Crédit Agricole pour un montant de 100 000 € sur une durée de 10, 12 ou 15 ans.

Pour la réalisation de cette extension il sera nécessaire de faire appel à un architecte.

Dans un premier temps il faut finaliser le transfert de propriété du Département à la Commune et ensuite obtenir un engagement écrit du second médecin.

#### **Locaux administratifs de la gendarmerie**

M. le Maire signale que M. Andrieu a abandonné le projet d'aménagement des locaux administratifs de la gendarmerie ; par contre un autre acquéreur potentiel doit présenter une proposition d'aménagement de 4 logements T3.

#### **Problème des chats**

M. le Maire donne lecture de la lettre-pétition signée par certains riverains des rues Vieille Ville, de Bitche et Côte du Moulin se plaignant de la recrudescence de chats « libres ». Ils remercient la municipalité pour l'action menée avec l'Ecole du chat mais souhaiteraient qu'une information soit faite sur le prochain municipal pour sensibiliser et responsabiliser les propriétaires de chats.

#### **Entretien fossés**

M. le Maire fait part du mécontentement d'un riverain de l'avenue du Relai qui se plaint du mauvais entretien du fossé, copie de ce courrier sera adressée à la CCLPA, en charge de l'entretien de ce fossé, cette voie étant classée intercommunale.

#### **Conseil d'école**

Annie Valéro rend compte du dernier conseil d'école :

- Départ de 15 CM2, et pour l'instant seulement 5 ou 7 arrivées en prévision.
- Manque de piste piétonne pour l'accès à l'école.

M. le Maire répond qu'un nouveau plan de cheminement doit être mis en œuvre prévoyant des accès réservés aux piétons aux abords de l'école. Une ½ journée d'information à la population sera prévue pour présenter ce projet.

M. le Maire ajoute que certains murs de l'école ont été tagués, une plainte a été déposée auprès de la gendarmerie.

### **Modification des noms de rues**

M. le Maire propose de modifier les noms des rues sur la RD 112 : Avenue Philippe Pinel, Rue Jeanne d'Arc, Rue de Strasbourg et Avenue de Castres et de dénommer cet axe Avenue Pierre Fabre. Une place pourrait porter le nom de Philippe Pinel, personnage illustre St Paulais.

Marie-Françoise Duris sera chargée de travailler sur ce projet.

### **Problèmes stationnement Rue de Belgique et rue Marceau**

Danièle Landez signale que l'accès pour les poids lourds et tracteurs, Rue de Belgique et Rue Marceau, est difficile en raison de mauvais stationnements de voitures.

### **Travaux voirie**

Michel Belaval informe que les travaux de voirie devant être réalisés par la CCLPA débuteront début décembre.

### **CCLPA**

#### **Réunions de bureau :**

- Présentations de différentes sociétés ayant pour but d'optimiser les frais généraux et les coûts bureautiques.
- Présentation par le Cabinet Ressources Consultants de la simulation des conséquences de l'institution du régime de fiscalité professionnelle unique (FPU) : Les taxes professionnelles seraient transférées à la CCLPA et la CCLPA reverserait à la Commune une compensation équivalente à la somme transférée. La Commune n'est pas perdante l'année de mise en place, mais les années suivantes elle peut l'être puisque la somme à reverser est figée au moment du transfert.

La CCLPA percevrait 230 000 € de plus : 14 € de DGF en sus par habitant auxquels s'ajouteraient 80 000 € de plus en rendant cette taxe dynamique.

Sur le département seules 3 communautés de communes n'ont pas adopté ce régime de FPU, dont la CCLPA.

#### **Maison de retraite La Grèze**

Nelly Pinel : 2 lits temporaires ont été acceptés par l'ARS mais pas de lits supplémentaires.

#### **Commission culture et vie associative**

Philippe Viala : très bon bilan de l'exposition des objets culturels mise en œuvre sur la période des journées du patrimoine.

### **Dates à retenir**

- Commission travaux : le lundi 7/11 à 10h30
- Conseil municipal : le jeudi 15/12 à 20h30
- Commission communication : le 28/11 à 18h30 et le 05/12 à 20h30

Fin de séance.

**ANNEXE 1**



## CONVENTION

Entre :

le Syndicat Intercommunal d'adduction d'Eau Potable de Vièlmur Saint Paul, représenté par son Président, Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, agissant en vertu de la délibération de l'Assemblée Générale du 23 Avril 2014

et

la commune de SAINT PAUL CAP DE JOUX, représentée par son Maire, *Laurent VANDENDRIESSCHE* agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 28 Mars 2014

il est convenu ce qui suit :

### Article 1 : objet de la convention

Cette convention est passée conformément aux dispositions du CGCT (notamment l'article L2224-1) et de la délibération adoptée en Assemblée Générale extraordinaire en date du 25 juin 2007 par laquelle il a été décidé que :

- toute demande de travaux faite au syndicat par une collectivité adhérente, ou rendus nécessaires par une **décision lui incombant**, pour alimenter en eau potable une zone à urbaniser ou une construction nouvelle fera l'objet d'une convention passée avec la commune concernée.
- cette convention déterminera préalablement à leur exécution, les conditions techniques et financières de programmation et de réalisation des travaux.
- cette convention fixera notamment le montant du concours financier de la commune et les conditions de versement de cette prise en charge au Syndicat.

### Article 2 : nature des travaux

Les travaux, objet de la présente convention, concernent la participation au déplacement des réseaux *pour l'aménagement du carrefour aux abords du RD 84 et du VC 2* avec la création d'un giratoire commune de SAINT PAUL CAP DE JOUX (81220) (cf plan de situation annexé à la présente convention et note explicative)

### Article 3 : descriptif et montant des travaux

Le détail descriptif et le montant des travaux font l'objet d'un devis quantitatif et estimatif. Le devis et le plan d'exécution projeté sont annexés à la présente convention. Le montant des travaux s'élève à 11 500,00 € - HT  
12 132,50 € - TTC

#### Article 4 : Conditions de réalisation

Avant toute réalisation, les deux collectivités (conseil syndical et conseil municipal) devront avoir approuvé par délibération le projet à réaliser (localisation, devis, plan d'exécution ...), ainsi que le plan de financement, chacune des collectivités s'engageant à programmer budgétairement le montant indiqué à l'article 3.

Maîtrise d'ouvrage : La maîtrise d'ouvrage des travaux sera assurée par le SIAEP de Vielmur - Saint Paul.

Programmation budgétaire : Ces travaux seront programmés au titre de l'exercice 2016

Dévolution : Ces travaux seront réalisés soit par une entreprise qui sera désignée selon les procédures du code des marchés public, soit en régie par le Syndicat.

#### Article 5 : Financement des travaux

Le financement de cette opération sera réparti comme suit :

	Montant Total	Part du SIAEP	Part de la commune	
Travaux AEP	11 500,00 HT		11 500,00 HT	
Etudes, maîtrise d'œuvre	néant	néant	néant	
Total	11 500,00 HT		11 500,00 HT	

La commune fixera le montant des taxes et participations à instituer pour financer sa contribution.

#### Article 6 : Modalités d'exécution :

La commune de Saint Paul Cap de Joux versera sa contribution au SIAEP de VIELMUR – ST PAUL après avoir signé la convention.

#### Article 7 : Avenant

Un avenant à cette convention pourra être passé, en cas de modifications dans l'exécution des travaux du fait de contraintes techniques, administratives, financières.

Fait à GUITALENS – L'ALBAREDE

Le : 25.10.2016

Pour le SIAEP de Vielmur - Saint Paul

Le Président,  
Laurent VANDENDRIESSCHE



Fait à SAINT PAUL CAP DE JOUX

Le : 25.10.2016

Pour la commune de

Le Maire  
Laurent VANDENDRIESSCHE



## **ANNEXE 2**



### **PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION du bâtiment situé au sein du groupe scolaire de la Commune de St Paul Cap de Joux permettant l'activité Accueil de Loisirs Extra-Scolaire**

Entre

La commune de Saint Paul Cap de Joux, dont le siège est situé Place de l'Hôtel de Ville 81220 St PAUL CAP de JOUX, représentée par son Maire, Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, dûment habilité par délibération n°2016/53 du conseil municipal en date du 3 novembre 2016  
Ci-après dénommée « la Commune »,

Et

La Communauté de Communes du Lautrécois Pays d'Agout, établissement public de coopération intercommunale dont le siège est situé Maison du Pays, 81220 Serviès, représentée par son Président, Monsieur Raymond GARDELLE, dûment habilité par délibération n° 2016/.... en date du ..... 2016  
Ci-après dénommée « la CCLPA »

### **IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV**

#### **Préambule :**

La CCLPA a, par délibération de son Conseil de Communauté en date du 18 décembre 2014, modifié ses statuts et pris la compétence « Accueil de Loisirs Sans Hébergement ».

La Commune a, par délibération en date du 29 janvier 2015, approuvé cette modification des statuts et opéré ainsi un transfert de ses compétences « Accueil de Loisirs Sans Hébergement » (ALSH) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Par conséquent, conformément à la loi du 13 août 2004 et à la circulaire d'application du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité, les biens et équipements concernant l'exercice de ladite compétence doivent obligatoirement être transférés à la CCPLA.

#### **1<sup>er</sup> article : Désignation des locaux**

La Commune, met à disposition de la CCLPA une partie des locaux du complexe scolaire situé, 11 rue Victor Hugo 81220 St Paul Cap de Joux, durant les vacances scolaires.

#### **Surfaces concernées :**

- Salle 1 : 50,62 m<sup>2</sup>
- Salle 2 : 51,55 m<sup>2</sup>
- Bureau 23 : 10,24 m<sup>2</sup>
- Local rangement 27 : 5,50 m<sup>2</sup>
- Hall : 81,30 m<sup>2</sup>
- Dortoirs/sanitaires maternelles : 40,50 m<sup>2</sup>

- Petits sanitaires 10,32 m<sup>2</sup>
- Cantine : 146,50 m<sup>2</sup>
- Grands sanitaires 30,70 m<sup>2</sup>

**Pour un total de 427,23 m<sup>2</sup>.**

S'ajoute à ces surfaces, la cour extérieure pour un total de 1 570 m<sup>2</sup>.

Les locaux sont référencés sur le plan annexé à la présente convention (Annexe 1).

**2<sup>ème</sup> article : Obligation de la Commune**

La Commune s'engage à mettre à disposition ces locaux à titre gratuit.

Elle prend à sa charge l'assurance des murs.

**3<sup>ème</sup> article : Obligation de la CCLPA**

La CCLPA s'engage à utiliser les locaux conformément aux règles d'utilisation décrites ci-dessus et s'engage à prendre une assurance à titre locatif (même assureur que la commune).

**4<sup>ème</sup> article : Etat des lieux**

La CCLPA accepte en l'état le bâtiment dédié à l'accueil des enfants pour l'ALSH.

Les biens ci-dessus désignés font l'objet d'un état des lieux (Annexe 2).

**5<sup>ème</sup> article : Destination des locaux**

Les locaux seront utilisés par la CCLPA pour l'usage exclusif des activités d'ALSH.

**6<sup>ème</sup> article : Entretien et réparation des locaux**

La commune a en charge l'entretien général de bon fonctionnement des locaux. Les petits travaux de maintenance seront pris en charge par les services techniques de la commune (ou par des prestataires extérieurs si nécessaire) ; ils seront et facturés annuellement à la CCLPA au prorata des travaux réalisés et du temps d'occupation. Un registre pointera les dates de réalisation des travaux, il sera établi par la commune à titre de pièce justificative.

Les gros travaux, après accord entre les deux parties seront pris en charge conjointement au prorata des travaux réalisés et du temps d'occupation. La facturation se fera également annuellement à la CCLPA.

**7<sup>ème</sup> article : Date d'effet et durée de la mise à disposition**

La présente mise à disposition prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

La durée de la mise à disposition correspond à la durée de l'exercice de la compétence « Accueil de Loisirs Sans Hébergement » par la CCLPA.

Par conséquent, cette mise à disposition pourra prendre fin dans 3 cas :

- Réduction de compétence par la CCLPA
- Retrait de la Commune de la CCLPA (cf. articles L. 5211-19 et L. 5211-25-1 du CGCT)
- Dissolution de la CCLPA

En cas de fin de la mise à disposition, la CCLPA s'engage à remettre le bien à la commune.

**8<sup>ème</sup> article : Charges, impôts et taxes**

Les impôts et taxes relatifs aux locaux sont supportés par la Commune.

Les frais d'eau, d'électricité et frais divers (maintenance) seront facturés à la CCLPA sur la base définie dans le document joint (Annexe 3).

**9<sup>ème</sup> article : Responsabilités et recours**

La CCLPA s'engage à cotiser une assurance et répondra des dégradations commises aux locaux tout au long de la durée de la mise à disposition.

**10<sup>ème</sup> article : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ces obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit.

**11<sup>ème</sup> article : Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

**12<sup>ème</sup> article : Election d'un domicile**

Pour l'exécution de la présente convention et notamment pour la signification de tout acte de poursuites, les parties font élection de domicile :

- Pour la Commune, à la Mairie de St Paul Cap de Joux, Place de l'Hôtel de Ville- 81220 St Paul Cap de Joux
- Pour la Communauté, au siège de la Communauté de Communes du Lautrécois Pays d'Agout Maison de Pays – le Moulin – 81220 SERVIES.

Tout litige résultant de l'application de la présente convention relève de la compétence des juridictions administratives.

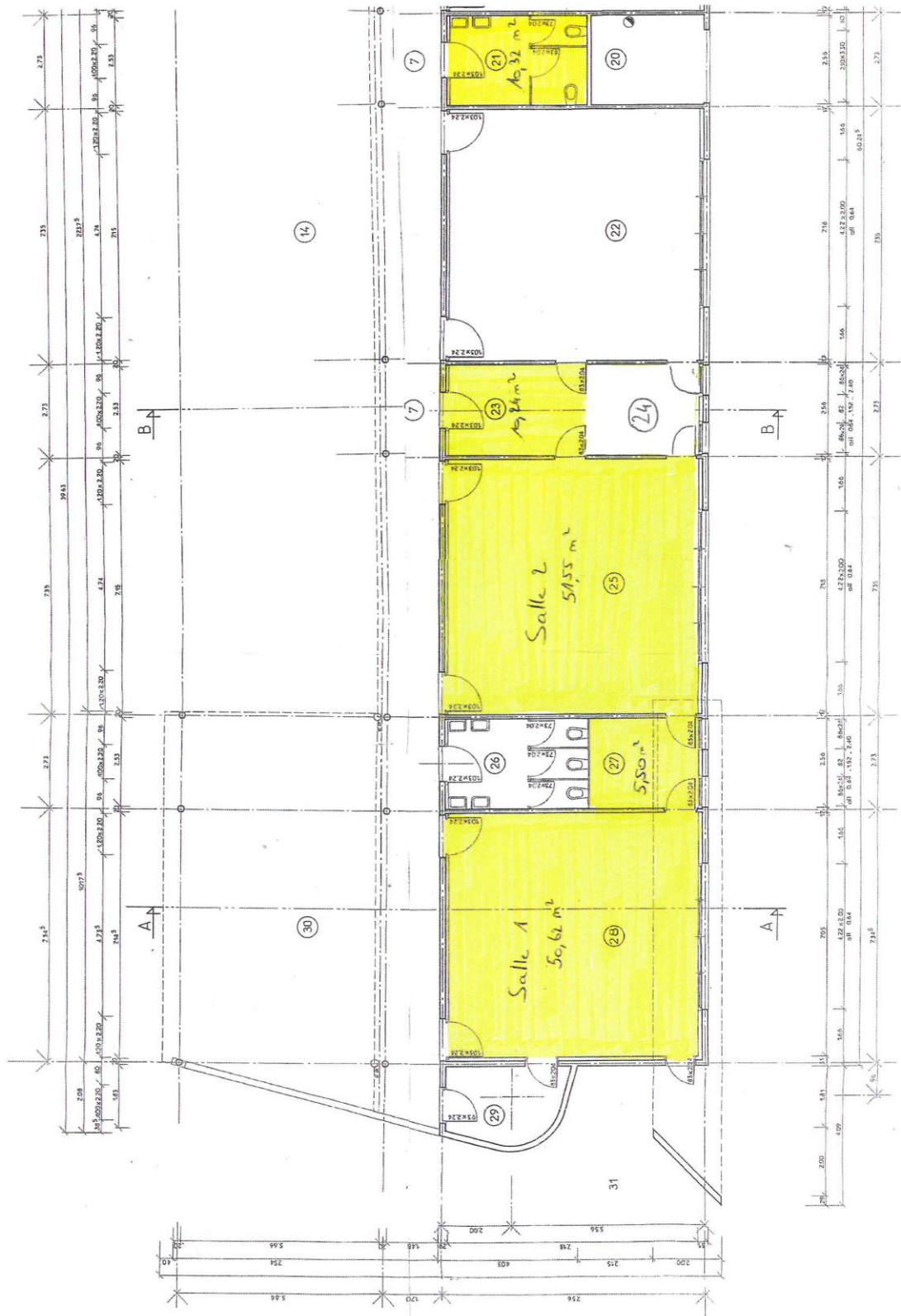
Fait à Saint Paul Cap de Joux en deux exemplaires.

Pour la Commune

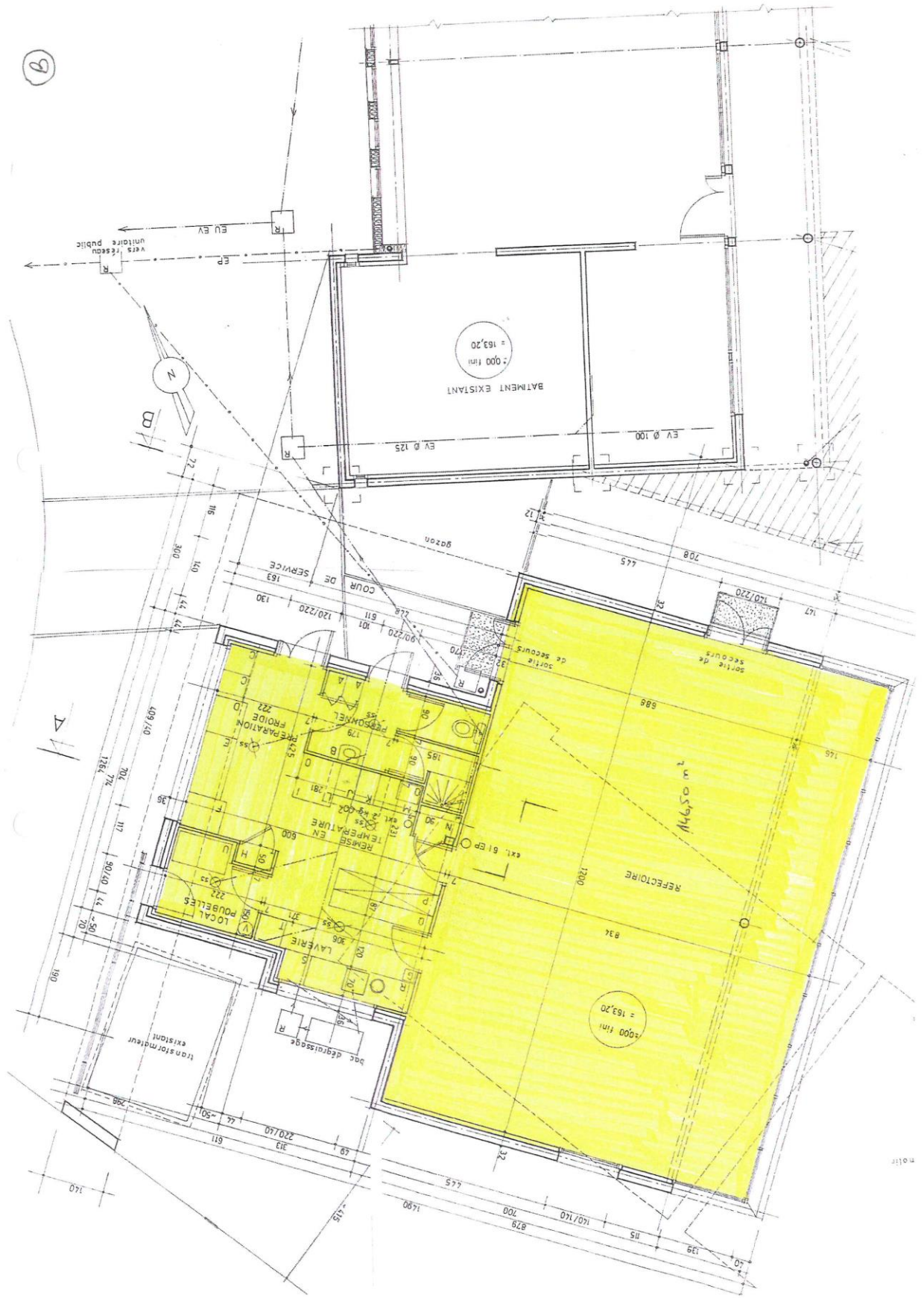
**Le Maire,  
Laurent Vandendriessche**

Pour la Communauté de Communes  
du Lautrécois Pays d'Agout

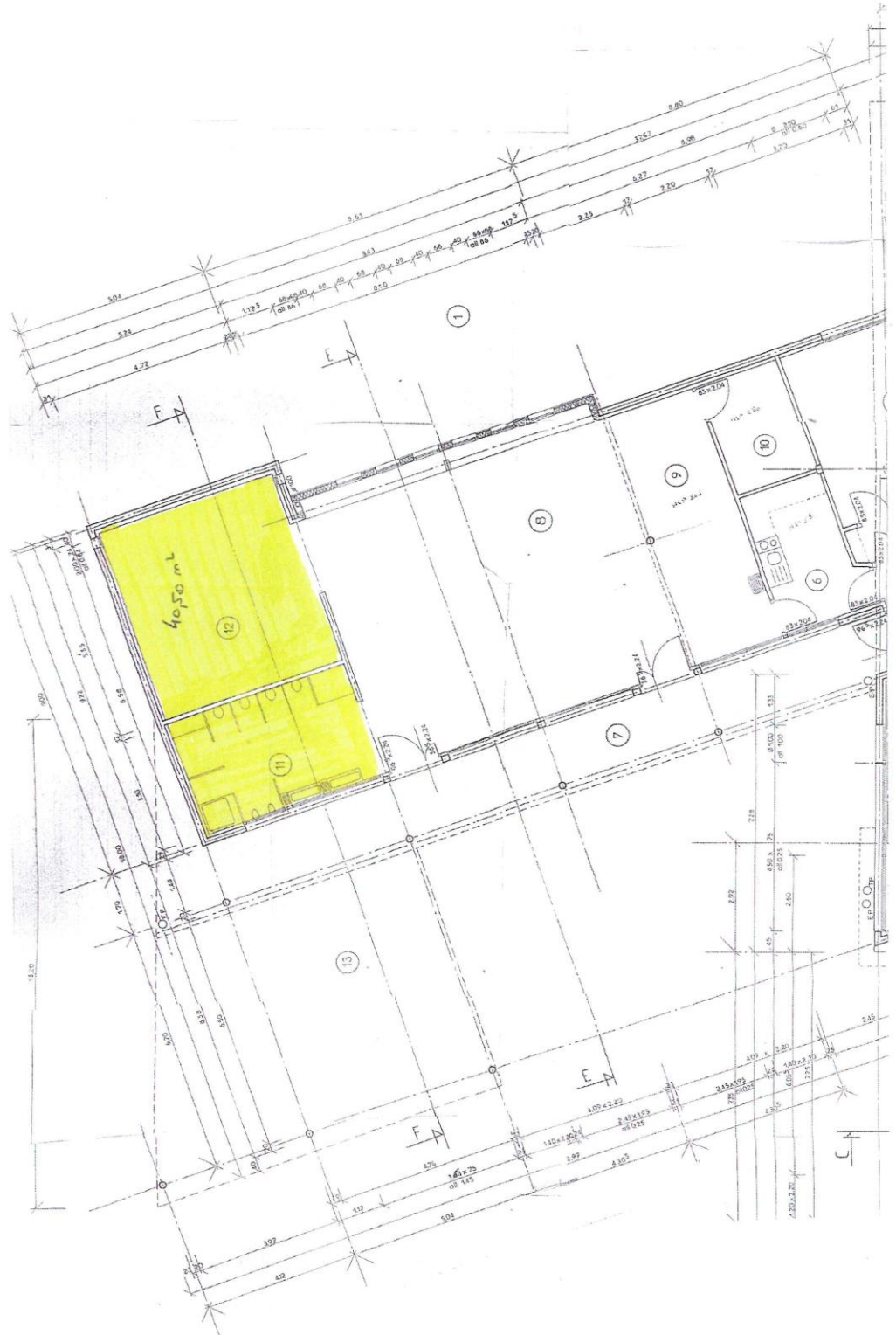
**Le Président,  
Raymond Gardelle**





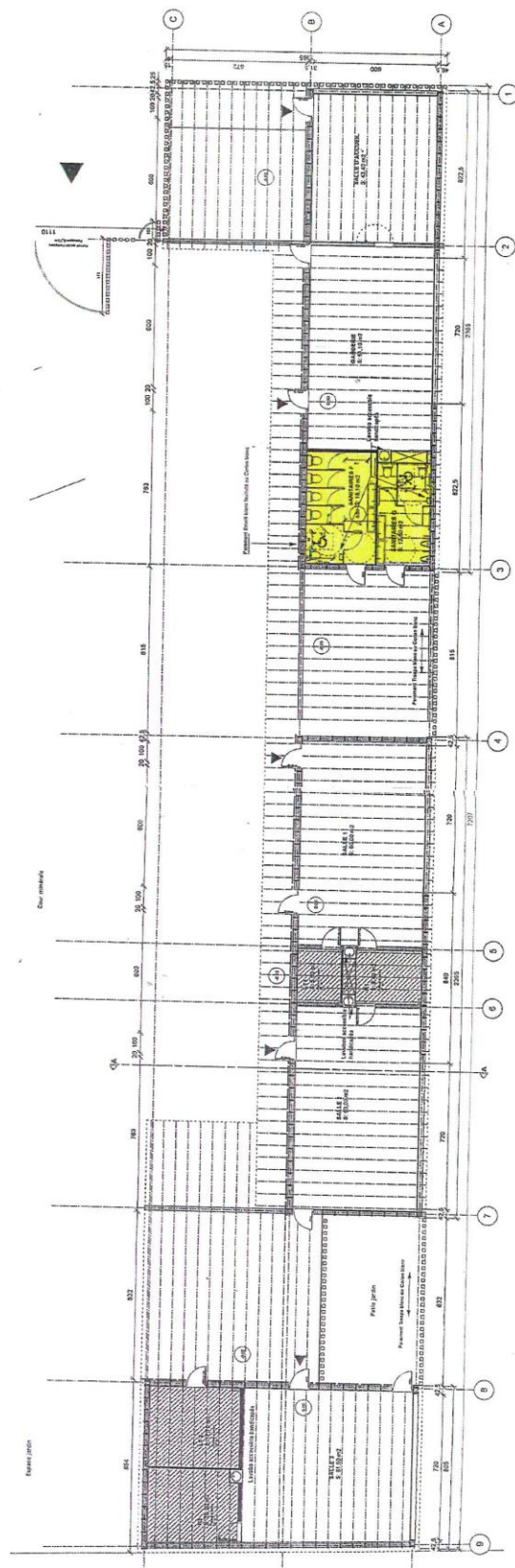


B











**ETAT DES LIEUX CONTRADICTOIRE dressé le 03/11/2016**  
*MAD d'une partie bâtiment du groupe scolaire à la CCLPA pour activité ALSH*

Dénomination	SOL	Etat	MUR	Etat	PLAFOND	Etat	EQUIPEMENTS	Etat
SALLE 1 50,62 m <sup>2</sup> Salle d'activité	Dalle PVC	2	Côté extérieur placo peint  Côté intérieur en dur peint	2  2	Dalle isolante	3	Tables, chaises, assises en mousse	2
SALLE 2 51,51 m <sup>2</sup> Salle d'activité	Dalle PVC	2	Côté extérieur placo peint  Côté intérieur en dur peint	2  2	Dalle isolante	3	Tables, chaises  Armoires	2  4
10,24 m <sup>2</sup> Bureau	Carrelage	2	En dur peint	2	Dalle isolante	2		
Local rangement 5,50 m <sup>2</sup>	Dalle PVC	2	Côté extérieur placo peint  Côté intérieur en dur peint	2  2	Dalle isolante	3	Etagère	2
HALL 81,30 m <sup>2</sup> Salle d'activité	Carrelage	2	Côté extérieur placo peint + 1 côté vitré  Côté intérieur en dur peint	2  2	Bac acier	2	Table, meuble, assises en mousse	2
Dortoir / Sanitaires maternelles 40,50 m <sup>2</sup>	Sol souple	2	Côté extérieur placo peint  Côté intérieur en dur peint	2  2	Dalle isolante	3	32 lits Armoire 2 urinoirs, 4 WC 2 bacs 1 douche	2 2 2 2 1
Petits sanitaires 10,32 m <sup>2</sup>	Carrelage	2	Côté extérieur placo peint  Côté intérieur en dur peint	2  2	Dalle isolante	3	2 WC, 1 bac	2

Dénomination	SOL	Etat	MUR	Etat	PLAFOND	Etat	EQUIPEMENTS	Etat
<b>Cantine</b> 146,50 m <sup>2</sup>	Carrelage, côté cuisine	2	Faïence (cuisine)	2	Placo peint	3	Tables (20) Chaises (80) Cuisine équipée pour remise en température	2
	Sol souple, côté réfectoire	2	Placo peint Plaques isophoniques	2 2				
<b>Grands sanitaires</b> 30,70 m <sup>2</sup>	Carrelage	2	Placo peint + faïence	2	Placo peint	2	7 WC, 3 urinoirs, 2 lavabos	2
<b>Cour</b> 1 570 m <sup>2</sup>	Enrobé à chaud	1						
	Carrelage sous préaux	2						

1 = Bon état

2 = Bon état, usure normale

3 = Moyen

4 = Mauvais état

Fait à Saint Paul Cap de Joux, le 3 novembre 2016.

Le Maire,  
Laurent Vandendriessche

Le Président,  
Raymond Gardelle



**FACTURATION DEPENSES EAU, ELECTRICITE, FRAIS DIVERS**  
*dans le cadre de la mise à disposition d'une partie bâtiment  
du groupe scolaire à la CCLPA pour activité ALSH*

**ANNEE 2015**

Bâtiments construits en 1991 (A) :	679,00 m <sup>2</sup>
Cantine construite en 1997 (B) :	146,50 m <sup>2</sup>
Bâtiments construits en 2009 (C) :	435,40 m <sup>2</sup>
<b>BATIMENTS SCOLAIRES surface totale (A + B + C) :</b>	<b>1 260,90 m<sup>2</sup></b>

<b>Surface bâtiments MAD (A) :</b>	<b>250,03 m<sup>2</sup></b>
Salle 1	50,62 m <sup>2</sup>
Salle 2	51,55 m <sup>2</sup>
Bureau 23	10,24 m <sup>2</sup>
Local rangement 27	5,50 m <sup>2</sup>
Hall	81,30 m <sup>2</sup>
Dortoir avec sanitaires	40,50 m <sup>2</sup>
Sanitaires	10,32 m <sup>2</sup>
<b>Surface batiments MAD (B) :</b>	<b>146,50 m<sup>2</sup></b>
Cantine	
<b>Surface batiments MAD (C) :</b>	<b>30,70 m<sup>2</sup></b>
Sanitaires	
<b>TOTAL SURFACE BATIMENTS UTILISEE PAR L'ALPA *</b>	<b>427,23 m<sup>2</sup></b>

\* hors cour d'école

12 semaines d'ouverture : Toussaint (2 sem.) - Noël (1 sem.) - Février (2 sem.) Printemps (2 sem.) - Eté (5 sem.)	
TEMPS D'UTILISATION PAR L'ALPA SUR L'ANNEE	84,00 jours

<b>DEPENSES EN ELECTRICITE - CHAUFFAGE - EAU - FRAIS DIVERS</b>			
<u>Fioul (bâtiments A et B seulement)</u>	6 699,50 €	soit	8,12 € par m <sup>2</sup>
Conso : 10002 litres			
Surface totale A et B 825,50 m <sup>2</sup>			
Surface utilisée par l'ALPA 396,53 m <sup>2</sup>			
<b>Fioul : total dû au prorata de la surface MAD et des jours d'utilisation</b>			<b>740,61 €</b>
<u>Electricité (Tarif jaune hors abonnement)</u>	4 997,84 €		
Conso : 39856 kWh			
<u>Eau + redevance assainissement</u>	1 311,16 €		
Conso : 390 m3			
<u>Frais divers (vérifications réglementaires)</u>	945,74 €		
Installations électrique et de chauffage, extincteurs			
Total	<b>7 254,74 €</b>	soit	5,75 € par m <sup>2</sup>
<b>Autre frais : total dû au prorata de la surface MAD et des jours d'utilisation</b>			<b>565,70 €</b>
<b>TOTAL DÛ</b>			<b>1 306,31 €</b>

Fait à Saint Paul Cap de Joux, le 3 novembre 2016

**ANNEXE 3**



**AVENANT N°1  
A LA CONVENTION SERVICE COMMUN MUTUALISE  
« AUTORISATIONS DU DROIT DES SOLS »**

**Entre :**

La Communauté de Communes du Lautrécois-Pays d'Agout, établissement public de coopération intercommunale dont le siège administratif est situé Maison du Pays Le Moulin – 81220 Serviès, représentée par son Président, Monsieur Raymond GARDELLE, dûment habilité par délibération n° 2016/75 en date du 29 septembre 2016, ci-après dénommée la « CCLPA »,

**Et :**

La Commune de Saint Paul Cap de Joux dont le siège est situé 1 Place de l'Hôtel de Ville 81220 Saint Paul Cap de Joux, représentée par son Maire, Monsieur Laurent Vandendriessche, dûment habilité par délibération n° 2016/54 en date du 3 novembre 2016, ci-après dénommée la « Commune »,

**Préambule :**

Après un an de fonctionnement, il a été décidé pour une meilleure efficience du service d'apporter quelques modifications à la convention par voie d'avenant. La modification porte aussi sur une facturation aux communes d'une partie du coût du service.

**IL EST CONVENU ET ARRETE LA MODIFICATION DES ARTICLES SUIVANTS :**

**Article 2 :** Champs d'application

La présente convention s'applique à l'instruction des actes et autorisations prévus au code de l'urbanisme, pour lesquels le Maire est compétent au nom de la commune, à savoir :

- le permis de construire
- le permis de démolir
- le permis d'aménager



- le certificat d'urbanisme de l'article L 410-1-b) du code de l'urbanisme
- la déclaration préalable

Il est précisé que l'instruction du Certificat d'Urbanisme de l'article L 410-1 a) du code de l'urbanisme n'est pas concernée par cette convention, son instruction étant réalisée directement par la commune. Pour autant et pour l'instruction de ces derniers, les communes devront utiliser et renseigner le logiciel ADS mis à leur disposition.

Si l'affluence du nombre de dossier devient trop importante pour assurer un bon fonctionnement du service, des accords tacites pourront être pratiqués sur des dossiers sans réels enjeux tels que les piscines, les abris de jardin, les panneaux photovoltaïques et les divisions foncières soumises à DP.

Les modifications apportées le cas échéant au code de l'urbanisme pendant la durée de validité de la présente convention, ne remettent pas en cause son application, qui se poursuit dans les conditions fixées à l'accord jusqu'au terme prévu à l'article 4 ci-dessous, en intégrant l'ensemble des nouveautés introduites par la loi.

### **Article 3** : Définitions opérationnelles des missions du Maire

#### **Article 3-1** : Pouvoir du Maire

Le Maire est seul signataire des actes administratifs visés à l'article 2 de la présente convention, la responsabilité des décisions prises par le Maire ne pouvant en aucune circonstance être imputée à la CCLPA.

#### **Article 3-2** : Le rôle de la commune - pré-instruction

Les agents de la commune, sous la responsabilité du Maire, pour tous les actes et autorisations relatifs à l'occupation des sols relevant de sa compétence, devront veiller à la pré-instruction des dossiers.

La commune a pour missions de :

#### **- Lors de la phase de dépôt de la demande :**

- vérifier que la procédure choisie par le pétitionnaire est la bonne
- vérifier que le dossier est intégralement rempli, daté et signé par le pétitionnaire
- contrôler la présence et le nombre de pièces obligatoires à partir du bordereau de dépôt des pièces jointes à la demande
- affecter un numéro d'enregistrement au dossier
- enregistrer le dossier dans le logiciel commun urbanisme
- délivrer le récépissé de dépôt de dossier
- procéder à l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande de permis ou de la demande et pendant toute la durée de l'instruction
- transmettre les dossiers à l'ABF si nécessaire
- transmettre les dossiers au service instructeur accompagnés des copies du récépissé et des bordereaux ou transmission à l'ABF
- procéder, si nécessaire, aux consultations prévues par le code de l'urbanisme (SDIS, AEP, électricité...)
- joindre au dossier transmis au service ADS, l'avis du maire, sous format papier (sur la base du formulaire type rédigé et fourni par le service aux mairies)

- Lors de la phase d'instruction :

- notifier au pétitionnaire sur proposition du service instructeur la liste des pièces manquantes et/ou la majoration des délais d'instruction, avant la fin du 1<sup>er</sup> mois et le cas échéant, fournir au service instructeur (et à la sous-préfecture au titre du contrôle de légalité) une copie de la demande signée par le maire ou son délégué
- informer le service instructeur de la date de réception par le pétitionnaire de cette transmission et lui adresser copie de l'accusé de réception (si envoi en recommandé avec A/R)
- transmettre les avis qu'il reçoit de l'ABF.

- Lors de la notification de la décision et suite donnée :

- notifier au pétitionnaire la décision proposée par le service instructeur avant la fin du délai d'instruction
- en cas de désaccord du maire avec la décision proposée par le service instructeur, la commune prendra en charge la rédaction d'un nouvel acte
- informer simultanément le service instructeur de cette transmission et lui en adresser une copie
- informer le service instructeur de la date de réception par le pétitionnaire de cette notification et adresser au service instructeur une copie de l'accusé de réception (si envoi en recommandé avec A/R)
- transmettre la décision au sous-préfet au titre du contrôle de légalité dans un délai de 15 jours à compter de la signature
- s'agissant d'une autorisation obtenue tacitement, le Maire transmet copie du dossier au préfet pour le contrôle de légalité
- afficher l'arrêté de permis en mairie ou des décisions tacites
- préparer et communiquer à la demande du pétitionnaire un certificat de non-opposition
- transmettre la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) au service instructeur pour archivage
- transmettre la déclaration d'achèvement et d'attestation de conformité des travaux (DAACT) au service instructeur dans l'hypothèse où celui-ci assure le contrôle de la conformité
- le récolement, afin de vérifier la conformité des travaux, est à la charge du Maire de la commune. Le cas échéant, selon la technicité du dossier, son caractère exceptionnel ou la nature du projet en cause, le Maire peut solliciter le concours de la CCLPA
- transmettre l'attestation de non-opposition à la conformité au pétitionnaire
- transmettre la demande de retrait formulée par le bénéficiaire de l'acte ou de l'autorisation d'urbanisme
- transmettre les demandes de transfert d'autorisation, de permis modificatifs, les demandes de prorogation

Pour tout envoi ou notification de documents au pétitionnaire, il est conseillé au Maire de les adresser par lettre recommandée avec A/R.

**Article 4 :** Mission du service urbanisme commun - Instruction Droit des Sols

Le service ADS assure, dans le respect des délais fixés par les dispositions du code de l'urbanisme, l'instruction des dossiers transmis.

En aucun cas, les agents du service instructeur n'exercent de contrôle de légalité ni n'adressent d'observations sur le projet de décision transmis.

Les dossiers en cours d'instruction ne font l'objet d'aucune communication aux tiers.

Il n'est pas délivré d'informations préalables au public n'ayant pas déposé un dossier en cours d'instruction, les personnes étant invitées à se rapprocher des services de la commune ou du Maire.

Le service instructeur rend compte au Maire des renseignements délivrés en cours d'instruction en réponse aux demandes d'information de pétitionnaires pour le suivi de leur dossier.

Le cas échéant, considérant la technicité du dossier, son caractère exceptionnel ou la nature du projet en cause, le Maire peut solliciter le concours des agents de la CCLPA en vue de participer à toute réunion, préalable ou non, relative au dépôt d'un dossier soumis à autorisation d'urbanisme qu'il juge utile.

Les missions du service ADS sont de :

- Lors de la phase de dépôt de la demande :

- vérifier la complétude du dossier (contenu et qualité)
- déterminer si le dossier fait partie des cas prévus « pour consultations » afin de prévoir les majorations de délai conformément au code de l'urbanisme
- vérifier l'emplacement du site (nécessaire au recours aux consultations extérieures), la présence des copies de transmission et récépissé
- envoyer au Maire la proposition de notification des pièces manquantes et de majoration éventuelle de délais avant la fin de la 3<sup>ème</sup> semaine.

- Lors de l'instruction :

- réaliser la synthèse des pièces du dossier y compris l'avis de l'ABF
- conseiller sur les projets
- préparer la décision et la transmettre au Maire dans un délai raisonnable avant la fin du délai global d'instruction (intégrant l'avis de l'ABF)
- préparer, le cas échéant, l'arrêté prescrivant les participations d'urbanisme (permis tacite ou non-opposition à une déclaration préalable)
- préparer les décisions de rejet du dossier pour pièces complémentaires non fournies
- préparer les décisions de retrait faisant suite à une demande du bénéficiaire de la décision et soumettre le projet à la signature du Maire
- préparer les décisions relatives à des demandes de transfert ou de permis modificatifs et soumettre les projets à la signature du Maire.

- Lors de la post-instruction :

- transmettre à la DDT du Tarn les autorisations (Permis de construire, déclarations préalables hors déclarations préalables pour division) pour le recouvrement des taxes d'urbanisme ainsi que les données statistiques dans un délai de 1 mois.

**Article 5 :** Collaboration entre la Commune et le Service ADS

La démarche nécessite un travail en bon intelligence pour être efficace. Ainsi, la communication doit rester continue entre les deux parties lors de toute instruction du dossier. Lors de la transmission du dossier, un bordereau comportant des informations est systématiquement édité par les services urbanisme des mairies. Celui-ci permet une prise en main plus rapide lors de son arrivée au service urbanisme commun – Instruction Droit des Sols.

Durant l'intégralité de la procédure, les communes restent l'interlocuteur privilégié des pétitionnaires. Le service commun mutualisé ADS de la CCLPA se tient cependant à leur disposition *toutes les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 13h30 à 17h30* afin de leur fournir les éléments nécessaires à l'information des pétitionnaires.

La CCLPA pourra réunir les agents des communes concernées par cette démarche. Plusieurs réunions par an pourront être organisées afin de permettre aux agents et aussi aux élus de pouvoir échanger sur les méthodes de travail, les éventuelles difficultés rencontrées ainsi que sur les évolutions législatives en matière du droit du sol.

#### **Article 10 : Dispositions financières**

Le coût global du service en 2015 est estimé à 50.511 € et il est décliné comme suit :

- Masse salariale : 34.928 €
- Frais de fonctionnement : 2.746 €

Calculé par rapport au coût de l'électricité, de la téléphonie, des affranchissements, de l'eau, de l'assainissement, du copieur et des fournitures

- Intervention des services supports : 12.623,22 €

Calculé par rapport au coût du logiciel (amorti sur 2 ans), de la mise à jour annuelle, des formations sur le logiciel, de la maintenance informatique et de l'achat du cadastre (amorti sur 2 ans)

- Poste informatique : 214 €

Calculé à par rapport au coût réel du PC amorti sur 5 ans

La CCLPA, dans sa démarche initiale de gratuité du service envers les communes, propose de participer à hauteur de 50 % afin de répartir de manière égale les coûts entre les communes et la CCLPA. Le coût global que doit financer les communes est alors de 25.256 €.

Le coût moyen des actes est défini sur la base d'une pondération par type d'acte en prenant pour acte de référence le permis de construire.

Permis de construire (PC) 1  
 Certificat d'urbanisme b (CUb) 0,8  
 Déclaration préalable (DP) 0,7  
 Permis d'aménager (PA) 1,2  
 Permis de démolir (PD) 0,4

La facturation du service se réalise par un paiement à l'acte.

Le coût de revient pour un acte est défini en fonction du coût de fonctionnement annuel du service sur l'année n divisé par le nombre d'actes pondérés sur les années n et n-1. Ce coût à l'acte est révisé tous les ans et la facturation se fait au nombre d'actes instruits au 31 décembre de l'année qui se termine. La facturation est envoyée à la commune avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année n+1.

La facturation du service entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. La première facture, relative à l'année 2017, sera donc envoyée aux communes courant 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

Le coût des actes sur l'année 2015 est de :

Actes	Coefficient	Coût 3
PC	1	82 €
CUb	0,8	66 €
DP	0,7	57 €
PA	1,2	98 €
PD	0,4	33 €

Simulation du coût pour chacune des communes pour l'année 2015 :

Commune	Nbre d'actes pondéré en 2014	Nbre d'actes pondéré en 2015	Coût réel pour la commune en 2015	Coût prévisionnel pour l'année 2015
Brousse	10,6	12,8	1.049,6	959,4
Cabanès	10,6	21,7	1.779,4	1.324,3
Carbes	6,3	7,8	639,6	578,1
Cuq	17,2	12,2	1.000,4	1.205,4
Damiatte	25,9	44,9	3.681,8	2.902,8
Fiac	34,1	27,0	2214	2.505,1
Frèjeville	16,5	14,6	1.197,2	1.275,1
Jonquières	3,4	7,9	647,8	463,3
Laboulbène	2,2	3,1	254,2	217,3
Lautrec	45,1	63,9	5.239,8	4469
Magrin	1,7	1,4	114,8	127,1
Montdragon	13,7	10	820	971,7
Montpinier	6,8	2,8	229,6	393,6
Puycalvel	4,1	4,9	401,8	369
Saint-Genest	0,7	2,5	205	131,2
Saint-Julien	17	9	738	1066
Saint-Paul	18,3	16,5	1353	1.426,8
Serviès	-	-	-	-
Teyssode	14,9	12,8	1.049,6	1.135,7
Vénès	13,7	12,2	1.000,4	1.061,9
Vielmur	18,1	28,6	2.345,2	1.914,7
Viterbe	9,6	9,9	811,8	799,5

Fait à Serviès, en 2 exemplaires originaux, le ..... 2016.

Pour la CCLPA,  
Le Président,

Raymond GARDELLE

Pour la Commune,  
Le Maire,

Laurent Vandendriessche



# STATUTS

*Statuts approuvés en Conseil de Communauté  
par délibération n°2016/65 du 29 septembre 2016*

# STATUTS

## Sommaire

ARTICLE 1 COMPOSITION ET DENOMINATION.....	p.3
ARTICLE 2 SIEGE.....	p.3
ARTICLE 3 COMPETENCES.....	p.3
I – Compétences obligatoires.....	p.3
A – Aménagement de l’espace.....	p.3
B – Développement économique.....	p.3
C – Aménagement, entretien et gestion des aires d’accueil des gens du voyage	p.3
D – Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.....	p.3
II – Compétences optionnelles.....	p.4
A – Protection et mise en valeur de l’environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d’énergie.....	p.4
B – Assainissement .....	p.4
C – Création, aménagement et entretien de la voirie.....	p.4
D – Politique du logement et du cadre de vie.....	p.4
E – Action sociale d’intérêt communautaire.....	p.4
F – Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l’article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.....	p.4
III – Compétences facultatives.....	p.5
ARTICLE 4 HABILITATIONS STATUTAIRES.....	p.5
ARTICLE 5 ADHESION A UN SYNDICAT MIXTE.....	p.6
ARTICLE 6 DUREE.....	p.6
ARTICLE 7 ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT.....	p.6
ARTICLE 8 BUREAU.....	p.6
ARTICLE 9 REGIME FISCAL.....	p.6
ARTICLE 10 DECISIONS PARTICULIERES.....	p.6

## **ARTICLE 1 – COMPOSITION ET DENOMINATION**

Le nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion au 1<sup>er</sup> janvier 2013 de la communauté de communes du Lautrécois et de la Communauté de Communes du Pays d'Agout prend la dénomination de « Communauté de communes du Lautrécois-Pays d'Agout » (CCLPA).

Il est composé des 26 communes suivantes : Brousse, Cabanès, Carbes, Cuq, Damiatte, Fiac, Fréjeville, Guitalens-L'Albarède, Jonquières, Laboulbène, Lautrec, Magrin, Montdragon, Montpinier, Peyregoux, Puycalvel, Prades, Pratviel, Saint-Genest de Contest, Saint-Julien du Puy, Saint-Paul Cap de Joux, Serviès, Teyssode, Vénès, Vielmur-sur-Agout, Viterbe.

## **ARTICLE 2 – SIEGE**

Le siège de la Communauté de Communes est fixé à Brenas, route de Vielmur 81440 Lautrec

## **ARTICLE 3 – COMPETENCES**

La Communauté de Communes a pour compétences :

### **I – COMPETENCES OBLIGATOIRES**

#### **A – Aménagement de l'espace**

- a) Schéma de Cohérence Territoriale et schéma de secteur
- b) Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale
- c) Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire

#### **B – Développement économique**

- a) Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17
- b) Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- c) Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme

#### **C – Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage**

#### **D – Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés**

### **II – COMPETENCES OPTIONNELLES**

#### **A – Protection et mise en valeur, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie**

- a) Création, extension, entretien, balisage et promotion des sentiers de randonnées d'intérêt communautaire



## **B - Assainissement**

### **a) Réalisation des études préalables à la définition des zonages d'assainissement**

#### **b) Assainissement Non Collectif :**

Contrôle des installations d'assainissement non collectif (Contrôle de conception-réalisation sur les ouvrages neufs ou réhabilités, diagnostic des ouvrages existants, contrôle périodique de bon fonctionnement et pilotage des opérations de réhabilitation (accompagnement administratif et centralisation des demandes de subvention faites par les usagers auprès de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne). Sont exclus la maîtrise d'ouvrage des opérations de réhabilitation et l'entretien des installations).

## **C – Création, aménagement et entretien de la voirie**

## **D – Politique du logement et du cadre de vie**

## **E - Action sociale d'intérêt communautaire**

**a) Etude, coordination et mise en œuvre des actions petite enfance, enfance et jeunesse (0-18 ans) en adéquation avec le projet éducatif défini par la Communauté de Communes**

**b) Construction, gestion et animation d'un Relais d'Assistantes Maternelles**

**c) Construction et gestion de structures « petite enfance » d'intérêt communautaire**

**d) Construction et gestion de structures d'accueil « extra-scolaire » d'intérêt communautaire**

**e) Construction et gestion de structures d'accueil « péri-scolaire » d'intérêt communautaire**

**f) Création, aménagement, extension et gestion de maisons de retraite d'intérêt communautaire**

**g) Création, aménagement et gestion de maisons médicales d'intérêt communautaire**

## **F – Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations**

## **III – COMPETENCES FACULTATIVES**

**a) Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels d'intérêt communautaire**

**b) Animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques sur l'unité hydrographique du bassin versant de l'Agout, dans le cadre du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau du bassin de l'Agout**

**c) Entretien et aménagement des cours d'eau, des plans d'eau, protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines présents sur le bassin versant de l'Agout et présentant un caractère d'intérêt général**

**d) Favoriser, développer et soutenir les projets culturels, sportifs et de loisirs**

**e) Gestion du réseau d'écoles**

**f) Aménagement, développement, entretien et gestion du site Aquaval à Lautrec**

**g) Participation au capital de la SCIC Café Plum**

**h) Aménagement numérique :**

Etude, réalisation et gestion du réseau d'initiative numérique dans le cadre des actions pluri annuelles programmées en partenariat avec le département et concernant les réseaux de distribution et sites prioritaires.

**i) Constitution de réserves foncières nécessaires à l'exercice des seules compétences de la communauté de communes, conformément aux dispositions des articles L. 221-1 et L. 300-1 du Code de l'Urbanisme**

**j) Elaboration, approbation et mise en œuvre des politiques contractuelles de développement et d'aménagement du territoire engagée avec l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics de coopération intercommunale, les chambres consulaires et l'Union Européenne, la Communauté de Communes étant ainsi habilitée à passer toutes les conventions nécessaires avec ces partenaires**

**k) Création et gestion de crématoriums**

#### **ARTICLE 4 – HABILITATIONS STATUTAIRES**

##### **A – Service commun :**

Conformément à l'article 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes met en place un service commun « instruction des autorisations du droit des sols » dont les modalités sont définies par convention conclue entre la Communauté de Communes et les communes après avis des comités techniques compétents.

##### **B – Engagements contractuels :**

La communauté de communes pourra réaliser des prestations pour les communes limitrophes du territoire intercommunal pour d'éventuelles prestations en matière de travaux ou d'entretien de voirie (balayage), de collecte (verre), dont les conditions d'exécution et de rémunération seront fixées par convention.

Ponctuellement, la communauté de communes pourra réaliser pour des particuliers des petits travaux de voirie (entrée et sortie des propriétés) sur les parties privatives des particuliers situées dans le prolongement des voies communautaires lors des travaux réalisés par la Communauté dans le cadre de ses compétences.

#### **ARTICLE 5 – ADHESION A UN SYNDICAT MIXTE**

Dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, la communauté de communes peut adhérer à un syndicat mixte par simple délibération du conseil communautaire prise à la majorité absolue des suffrages exprimés en vue de lui confier l'exercice d'une ou plusieurs de ses compétences.

#### **ARTICLE 6 – DUREE**

La Communauté de Communes est constituée pour une durée illimitée.

#### **ARTICLE 7 – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT**

La communauté de communes est administrée par un conseil de communauté, composé de délégués des communes adhérentes, dans les conditions définies par le Code Général des Collectivités Territoriales. La composition est fixée par arrêté préfectoral.

#### **ARTICLE 8 – BUREAU**

Le conseil de communauté procède, dans les conditions prévues à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un bureau composé de :

- le Président
- 1 ou plusieurs vice-présidents
- les maires des 26 communes (afin que chaque commune soit représentée, si le maire n'est pas délégué au conseil de communauté, il sera remplacé par le délégué de la commune)

#### **ARTICLE 9 – REGIME FISCAL**

Le régime fiscal est la fiscalité additionnelle avec la fiscalité professionnelle de zone.

#### **ARTICLE 10 – DECISIONS PARTICULIERES**

Les décisions du conseil de communauté dont les effets ne concernent qu'une seule des Communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette Commune.

S'il n'a pas été rendu dans un délai de trois mois à compter de la transmission du projet de la Communauté, l'avis est réputé favorable. Lorsque cet avis est défavorable, la décision doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du conseil de communauté.

Statuts adoptés et annexés à la délibération n°2016/65 du 29 septembre 2016.

Le Président,  
Raymond GARDELLE

